

DEMANDE D'AUTORISATION EXCEPTIONNELLE AERONEF

(Annule et remplace l'indice G)

(selon procédure P-04-00)

N° :

Date :

DEROGATION ☐
(Selon § 6.1.1 du P-04-00)

DEVIATION ☐
(Selon § 6.1.2 du P-04-00)

AERONEF CONCERNE PAR LA DEMANDE (1)

Immatriculation	Modèle	S/N	Lieu de stationnement de l'aéronef	TSN	CSN

MOTEUR, HELICE OU EQUIPEMENT CONCERNE PAR LA DEMANDE (1)

Désignation du moteur, de l'hélice ou de l'équipement concerné	Modèle ou P/N	S/N	TSN ou TSO	CSN ou CSO

(1) Utiliser la rubrique adaptée à l'autorisation exceptionnelle demandée.

A) Objet de l'autorisation exceptionnelle :

L'objet doit inclure la date souhaitée de réengagement opérationnel de l'aéronef.

B) Référence(s) du/des paragraphe(s) réglementaire(s) impacté(s):

Indiquer ici la liste des articles des règlements (UE) 748/2012 et/ou (UE) 1321/2014 impactés par la demande.

C) Privilège(s) opérationnel(s) impacté(s) :

Indiquer ici les éventuels impacts sur les privilèges opérationnels liés à l'aéronef considéré : ETOPS, SE-IMC, RVSM / RNAV / MNPS / Cat. II/III, CAT.POL.H.305, CAT.POL.H.420, etc.

D) Justifications du caractère imprévisible et urgent ou opérationnel urgent de la demande :

Indiquer ici les justifications permettant de démontrer :

- que **la demande a pour cause des circonstances imprévues** (panne, indisponibilité d'un équipement sans anticipation possible, indisponibilité d'un personnel sans anticipation possible, arrivée à échéance d'une butée d'entretien avec des raisons valables qui expliquent le fait qu'une anticipation n'était pas possible, etc.), ainsi que la date à laquelle les circonstances motivant la demande ont été identifiées, **et**
- que **le besoin opérationnel est urgent** (détailler les impacts sur l'exploitation en cas de non octroi de la déviation/dérogation), **et**
- que **toutes les pistes non dérogatoires ont été explorées** (justifier par exemple pourquoi un laissez-passer ne peut pas être délivré pour couvrir le besoin).

Important : les éléments attendus de la part du postulant doivent spécifiquement couvrir les 3 items en gras ci-dessus. A défaut, la demande sera jugée comme non recevable.

E) Butée/Valeur de l'autorisation exceptionnelle demandée :

Mentionner une durée associée, le cas échéant à un nombre de vols/cycles. Dans ce cas, c'est la première des deux échéances atteintes qui sera limitative pour la validité de la dérogation.

La durée sollicitée doit être limitée au strict nécessaire.

Indiquer si la demande de dérogation est répétitive ou non. Le cas échéant, faire référence aux dérogations correspondantes précédemment délivrées et indiquer la durée totale. Si la durée dépasse 8 mois, le délai d'instruction à prendre en considération est fortement allongé : au minimum 15 jours. A anticiper dans la demande.

F) Justifications relatives à la sécurité, à la protection de l'environnement et au caractère non discriminatoire. Mesures compensatoires associées :

Indiquer ici :

- les **mesures compensatoires mises en place par l'organisme pour garantir un niveau de sécurité équivalent aux exigences essentielles** du règlement de base et la **protection de l'environnement** (exemples : visite supplémentaire du rang inférieur, vérification particulière, inspections répétitives, limitations d'emploi (y compris suspension de certains privilèges opérationnels tels que l'ETOPS), etc.), **et**
- les moyens utilisés pour assurer la mise en œuvre des mesures compensatoires (exemple : information des équipages, limitation dans le CRM, programmation de la maintenance supplémentaire, suivi des actions proposés, etc.).

La démonstration que les mesures compensatoires retenues permettent d'assurer un niveau de sécurité satisfaisant doit établir un lien entre les articles réglementaires/privilèges/paragraphes du manuel de l'organisme, impactés par la demande et les mesures compensatoires proposées.

*La justification doit également indiquer dans quelle mesure la demande ne va pas introduire de **distorsion de marché** (justifications par exemple associées au périmètre et à la durée limitées).*

Important : les éléments attendus de la part du postulant doivent spécifiquement couvrir les 3 items en gras ci-dessus. A défaut, la demande sera jugée comme non recevable

G) Mesures prises pour recouvrer une situation normale dans les délais de l'autorisation exceptionnelle (de façon à ne pas avoir à demander une extension) :

H) Situation de l'avion dans son cycle d'entretien (visites de rang inférieur et supérieur), et état technique de l'appareil (*travaux différés, absence de limitations : ETOPS, AD/CN., Vies limites, ...*) :

Indiqué ici l'état technique de l'aéronef et les justifications permettant de démontrer que tous les éventuels items dû sont couverts par la demande.

En cas de demande concernant un aéronef motorisé complexe, un avis du détenteur du certificat de type (ou du STC le cas échéant) peut permettre d'appuyer la demande.

CADRE RESERVE AU DEMANDEUR	
Nom et position du demandeur :	Adresse du demandeur :
Numéro d'agrément* :	
Date et visa du demandeur :	
Date de réponse souhaitée : <i>Un délai minimal de 48 heures ouvrées est souhaitable.</i>	

*Si applicable, indiqué « N/A » si la demande ne vient pas d'un organisme.

Justifications associées à l'évaluation OUI/NON :

4) Conclusion de l'évaluation de la demande par l'inspecteur OSAC :

Satisfaisant :

☐ OUI

☐ NON

Justifications associées à l'évaluation OUI/NON :

OK NOK

☐ ☐

Nom, date et visa de l'inspecteur en charge de l'instruction de la DAE :

Avis IRC

Nom :

Date :

☐ Favorable

☐ Défavorable

Commentaires :

Date :